



**DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR**

GROUPE DE SUBDIVISIONS DES BOUCHES-DU RHONE

Subdivision d'AIX-EN-PROVENCE

18, chemin ROBERT
13626 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 1

☎ 04.42.91.59.00
☎ 04.42.38.92.55

Aix-en-Provence, le **16 FEV. 2009**

Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône
Direction des Collectivités Locales
et du Cadre de Vie
Bureau de l'Environnement
Hôtel de la Préfecture

13282 - MARSEILLE CEDEX 20

CA/EC – 04.02.09
A/Aix/200801935 - ICPE
D/Aix/200900443
GIDIC 64-00011-P1

Affaire suivie en préfecture par

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Station d'épuration collective d'eaux industrielles de ROUSSET
Exploitant : GER OTV/SEM
Modification des conditions d'exploitation : extension biologique 3^{ème} tranche

Réf. : Transmission préfecture sous bordereau daté du 5 mai 2008, reçue le 21 mai 2008

P. J. : - Un projet d'arrêté complémentaire
- Synoptique actualisé des filières de traitement (schéma "bloc" des installations)
- Photo aérienne localisant le projet

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Par transmission citée en référence, la préfecture nous a adressé, pour avis et suite à donner, un dossier transmis par le GER OTV/SEM, établi par le bureau d'études SOGREAH, relatif à la station d'épuration collective d'eaux industrielles que le groupement exploite à ROUSSET.

Pour faire face à l'accroissement des charges en composés azotés, la station doit augmenter sa capacité de traitement. C'est l'objet du présent dossier, qui concerne la 3^{ème} extension du traitement biologique (ou 3^{ème} tranche), après celles de 2000 et 2002.

Le dossier comporte notamment une « notice » d'impact de 83 pages.

• Aspect administratif et réglementaire

Le dépôt du dossier s'inscrit dans le cadre des dispositions de l'article R. 512-33 du code de l'environnement. Il ne nécessite pas, selon nous, d'enquête publique dans la mesure où notamment les conditions de rejet dans l'Arc demeurent inchangées (quantité et qualité du rejet).

Les conditions d'acceptation et de rejet des effluents liquides de la station d'épuration sont actuellement fixées par l'arrêté complémentaire n° 2003-192/43-2003 A en date du 17 juillet 2003, modifié par arrêté n°140-2006 A du 05 octobre 2006 (conditions d'acceptation des effluents).

- Résumé succinct du dossier

Le dossier évoque la nécessité de créer une extension biologique des filières existantes de traitement par boues activées, qui sera dénommée NH₄-3. Il s'agit d'une évolution des filières de traitement actuelles de l'azote, NH₄-1 et NH₄-2, au regard des charges actuelles et futures envoyées par les industriels raccordés (STMicroelectronics, Atmel, Elis).

« Le projet d'extension de l'unité de traitement biologique de la station de traitement des effluents industriels (...) fait suite au constat du fonctionnement en permanence en limite de capacité des installations de traitement biologique des matières azotées, même si les eaux traitées restent conformes au niveau de rejet dans l'Arc. »

Les installations modifiées permettront de traiter au total **500 kg/j de NH₄** (ammonium) en filières 1 et 2 (respectivement 40 kg/j et 460 kg/j), la limite admissible en entrée étant aujourd'hui de 345 kg/j (79 kg/j + 266 kg/j). Ainsi, la capacité totale de traitement de la charge en ammonium sera augmentée de près de 45% (total des filières 1 à 4).

Principe : le procédé de traitement déjà en place est conservé ; un dispositif de prétraitement est implanté en amont du bassin NH₄-2 pour traiter l'excédent de charge. Une fraction du débit sera prétraitée dans un réacteur **MBBR** (Moving Bed Biofilm Reactor), par nitrification. La dénitrification se fait en totalité dans le bassin de boues activées existant (donc pas de besoin supplémentaire en méthanol). Ce procédé permet notamment de travailler sur des charges volumiques élevées, ainsi que l'implantation d'ouvrages plus petits.

La répartition du débit total à traiter sur les filières biologiques sera de 20 à 30 % sur la filière NH₄-1, et 80 à 70% sur la filière MBBR/NH₄-2.

Au total, la capacité hydraulique nominale des filières biologiques passe de 6 160 m³/j à 7 000 m³/j.

Un bassin extérieur (MBBR) et un bâtiment technique seront construits.

S'agissant du risque d'inondation, la construction de l'ouvrage de traitement « va respecter les règles particulières fixées par la zone NAEi du POS » (p. 6/11 du dossier).

Autres éventuelles incidences du projet :

- aucune augmentation du débit en sortie de station vers le milieu récepteur ;
- production de boues (déchets) : augmentation de 125 kg de matière sèche par jour, soit une augmentation de 2,3% (par rapport à 5 477 kg/j, valeur moyenne calculée sur la base de la production de 2006 qui s'élevait à 6 200 tonnes, avec une siccité moyenne de 32,2% - Cf. page 63/83).

Les boues sont évacuées et valorisées principalement en cimenterie.

Un chapitre (partie 4) est consacré aux mesures « compensatoires » (mesures préventives et correctives, phase de travaux, précautions particulières). En particulier, « tous les dysfonctionnements ont été étudiés et des installations de secours sont prévues afin de pallier la moindre difficulté ». (p. 67/83)

.../...

Contrôle de la qualité de l'eau :

Les dispositions existantes sur l'ensemble des ouvrages pour l'autosurveillance des performances de la station sont maintenues et restent inchangées.

Sur le futur ouvrage sont notamment prévus : débitmètre en entrée du MBBR, mesure du pH et de l'O₂ dissous dans le bassin MBBR, débitmètre en sortie du MBBR et avant le bassin d'aération NH₄-2.

Dépenses pour les mesures de prévention et de protection : 134 000 € (fondations spéciales liées à la présence de la nappe, insertion paysagère, groupe électrogène).

Coût estimé de l'opération : environ 2 M€ (travaux + études) ; une aide financière a été demandée par la mairie à l'Agence de l'eau.

- Avis de l'exploitant sur le projet d'arrêté

L'exploitant (le directeur d'usine) a souhaité que l'on intègre au projet d'arrêté les nouvelles contraintes d'admission des effluents rejetés par la société ELIS (MAJ), dont le dossier d'extension est en phase finale de procédure d'instruction.

STMicroelectronics ayant cédé à ELIS une part de sa capacité réservée en débit de rejet (10 m³/h), le projet d'arrêté prend en compte ce transfert de débit de la filière 4 d'ELIS (+10 m³/h) vers les filières 1 et 2 des microélectroniciens (- 5 m³/h pour chacune).

Pour la filière 4, les débits (nominaux horaire et journalier) et flux acceptables en DCO, DBO₅ et MEST correspondent aux valeurs maximales de rejet de l'installation d'ELIS figurant dans leur DDAE en cours.

[En outre, les débits nominaux journaliers des 5 filières sont désormais fixés chacun à 24 fois le débit nominal horaire. Le débit nominal total en entrée station (total des cinq filières) passe ainsi de 12 080 m³/j à 12 480 m³/j qui est le débit journalier maximum autorisé pour la station. Le débit moyen réel de rejet de la station se situant sur le 2^{ème} semestre 2008 aux environs de 7 000 m³/j.]

Le GER nous indique également par son courrier du 30 janvier 2009 que la mise en service du MBBR est prévue pour fin février 2009.

- Avis et proposition de l'Inspection des installations classées

Nous proposons à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône, en application des dispositions de l'article R. 512-31 du code de l'environnement et après avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), de modifier les critères actuels d'acceptation des effluents industriels de la station d'épuration de ROUSSET exploitée par le GER OTV/SEM, selon le projet ci-joint.

L'Inspecteur des Installations Classées,

Vu, adopté et transmis
à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône
DCLCV - Bureau de l'Environnement

Pour le Directeur,

*STATION D'ÉPURATION D'EAUX INDUSTRIELLES DE ROUSSET
EXPLOITÉE PAR LE GER OTV/SEM*

PROJET D'ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE

Article 1

Les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2003-192/43-2003 A en date du 17 juillet 2003 modifié le 05 octobre 2006, sont modifiées par les dispositions suivantes.

Article 2

Le GER (Groupement d'Épuration de Rousset) OTV/SEM, dont le siège social est situé Les Docks, 10 place de la Joliette - B.P. 733151 - 13567 MARSEILLE Cedex 02, est tenu, pour la station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles qu'il exploite avenue Coq - Z.I. à ROUSSET, au respect des dispositions fixées aux articles 3 et 4 du présent arrêté.

Article 3

Le tableau figurant à l'article 5.2.3 de l'arrêté préfectoral n°2003-192/43-2003 A en date du 17 juillet 2003 modifié le 05 octobre 2006, est remplacé par le tableau suivant :

- Paramètres admissibles en entrée de station -

Paramètre	Filière 1		Filière 2		Filière 3		Filière 4		Filière 5		Contrôles
Débit horaire maximal m ³ /h	116		188		171		25		20		Continu*
Débit nominal journalier m ³ /j	2 784		4 512		4 104		600		480		
pH	5		5								Continu
	Conc. mg/l	Flux kg/j	Conc. mg/l	Flux kg/j	Conc. mg/l	Flux kg/j	Conc. mg/l	Flux kg/j	Conc. mg/l	Flux kg/j	
Fluor		315	13	29	(0,3)	(0,47)	(1)	(0,3)	x	x	Continu*
P total		165	5	10	(1)	(1,58)	(80)	(30)	x	x	Continu*
DCO	400	1066	215	966	15	60	1 000	370	45	20	
DBO ₅	130	346	25	116	5	20	500	200	20	10	
MEST	30	80	30	140	30	120	300	120	110	50	
NH ₄	40	40	121	460	0,5	(2)	(8)	(2,5)	x	x	Continu**
NO ₂	1	3	1	1,06	0,3	1,2	0,2	0,10	0,3	0,15	
NO ₃	608	360	25	50	20	(80)	(5)	(2)	(20)	(10)	Continu**
NTK	x	x	x	x	2	8	30	10	5	2,3	
SO ₄	x	1 050	x	1 270	x	x	x	x	x	x	
Cl	x	165	x	540	x	x	x	x	x	x	

* Les paramètres entre parenthèses () ne sont pas mesurés en continu.

** NH₄ et NO₃ sont mesurés en continu en entrée de l'unité de traitement biologique (filière 1 + filière 2).

Article 4

Les conditions de rejet dans l'Arc sont inchangées, en particulier les normes de rejet fixées à l'article 5.2.7 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2003 susvisé.

- Station d'épuration de Roussel -
Gor 07/1987

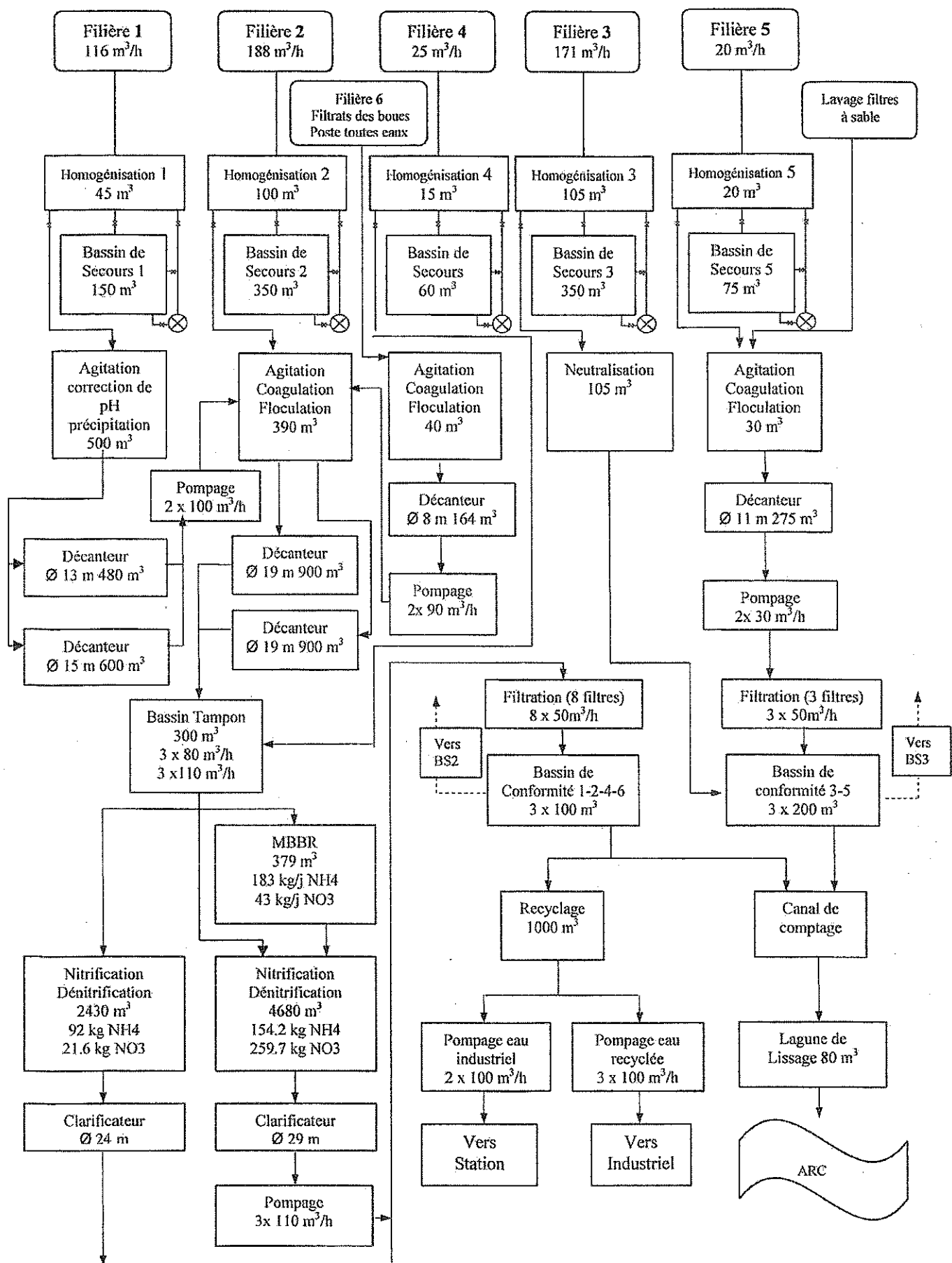


Exhibit in decker, David Lee

